

POLITIQUE DE LA VILLE

Rapport annuel 2018

LE CONTRAT DE VILLE DU PAYS DE GRASSE

LE REVENU MEDIAN 2012

National : 1653 € / mois
Alpes-Maritimes : 2 094€ /
mois
CAPG : 1 767 € / mois
Grasse : 1 647 € / mois
Flours de Grasse: 825 € /
mois
Grand centre : 850 € / mois
Les Hauts de Vallauris : 892 €
/ mois
Ranguin – Frayère : 950 € /
mois
Ariane : 741 € / mois

La Politique de la Ville est une politique de transition permettant aux territoires connaissant les dysfonctionnements les plus importants, de devenir, grâce à la concentration des efforts publics des quartiers comme les autres, elle vise ainsi à réduire les inégalités entre les territoires, à **revaloriser les quartiers les plus en difficulté** et à favoriser **l'égalité des chances entre tous les citoyens**.

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 a initié une profonde refondation de la Politique de la Ville en redéfinissant les critères des quartiers prioritaires et en instaurant un contrat global intégrant le Contrat de Ville à l'échelle intercommunale.

Les Contrats de Ville succèdent à compter de 2015 aux Contrats Urbains de Cohésion Sociale (CUCS) et constituent désormais le cadre d'action d'une Politique de la Ville renouvelée.

L'article 6 de la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine définit ce nouveau cadre contractuel.

La circulaire du Premier ministre du 30 juillet 2014 relative à l'élaboration des contrats de ville de nouvelle génération et la circulaire du 15 octobre 2014, relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville nouvelle génération, en rappellent les principes structurants :

- succède au contrat urbain de cohésion sociale
- piloté à l'échelle de l'agglomération
- est conduit collectivement par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, la ville et l'Etat
- mobilise et adapte en priorité les politiques publiques de droit commun et mobilise en complément des crédits spécifiques
- fédère l'Etat, les collectivités territoriales, les services publics et les autres partenaires autour d'objectifs concrets communs et partagés

Le Contrat de Ville du Pays de Grasse a été signé officiellement le 15 décembre 2015 et concerne 2 quartiers dits prioritaires ou cœur de cible situés sur la ville de Grasse.

La nouvelle Politique de la Ville est fondée sur une géographie prioritaire simplifiée, s'appuyant sur un critère unique et objectif : le revenu des habitants. Ainsi, sont identifiés comme « quartiers prioritaires » ou « cœur de cible », les territoires d'au moins mille habitants, sur lesquels plus de 50% de la population ont un revenu médian inférieur au seuil de pauvreté. Ces quartiers sont identifiés comme Quartier Politique de la Ville dit QPV.

Pour la ville de Grasse, 2 quartiers ont été retenus :

- le Grand Centre : 6 740 habitants avec un revenu médian de 10 200 €/an
- les Fleurs de Grasse : 1 610 habitants avec un revenu médian de 9 900 €/an

Les deux territoires définis « cœur de cible », bien que connaissant les mêmes difficultés économiques, sociales et culturelles ne peuvent être approchés de la même façon, ces 2 quartiers possédant des particularités distinctes et des problématiques différentes.

Conformément à la circulaire du Premier ministre du 30 juillet 2014, le Contrat de Ville s’articulera autour d’un socle : « Valeurs de la République et la citoyenneté », et de trois piliers d’intervention : **Cohésion sociale**, **Cadre de Vie et Renouvellement Urbain** et **Développement économique et emploi**.

Les questions liées à la jeunesse, à l’égalité entre les femmes et les hommes et la prévention des discriminations, font l’objet d’une approche transversale entre les différentes thématiques.



Le Socle « Valeurs de la République et Citoyenneté »

Chaque association menant une action dans le cadre de la Politique de Ville signe une **charte de partage des valeurs de la République**. Les actions qui relèvent de ce socle ont pour objectifs de renforcer la connaissance des Valeurs de la République et des ses fondements mais également de travailler sur les droits et devoirs du citoyen.

Le pilier « cohésion sociale »

Les actions relevant de ce pilier visent à **réduire la pauvreté, à tisser le lien social et à renforcer la solidarité entre les générations**. Elles s’attachent à répondre tout particulièrement aux besoins des familles monoparentales, des jeunes et des personnes âgées, catégories surreprésentées dans la plupart des quartiers en Politique de la Ville. Sont intégrées dans le pilier Cohésion Sociale, les actions relevant de la Santé et de la tranquillité publique et prévention de la délinquance.

Le pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain »

Les actions relevant de ce pilier visent à **améliorer de façon visible et concrète la vie quotidienne des habitants des quartiers prioritaires**. Ce volet pourra prévoir des opérations de réhabilitation de l’habitat, un meilleur accès aux équipements culturels et sportifs, un dispositif de gestion urbaine de proximité.

Le pilier « Développement économique et emploi »

Les objectifs de ce pilier visent à **réduire de moitié, sur la durée du Contrat de Ville l’écart de taux d’emploi entre les quartiers prioritaires et les autres territoires**, et consiste à lever les freins d’accès à l’emploi, **notamment pour les jeunes et pour les femmes**, par le **renforcement de la formation** et de l’accompagnement, individuel ou collectif, des demandeurs d’emploi, par un accès facilité aux dispositifs de la Politique de la Ville de l’emploi, et par la **prévention de toutes les discriminations**. Les actions permettant la création d’entreprises et la mobilité seront notamment favorisées.

PARTICIPATION CITOYENNE

Les Conseils Citoyens sont institués dans l’article 7 de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014.

Dans le souci de l’intérêt général, le Conseil Citoyen est un outil au service du dialogue et de l’animation au niveau du territoire. Il est un partenaire à part entière du Contrat de Ville qui participe au renouvellement du fonctionnement démocratique des systèmes de gouvernance, favorisant la co-construction des orientations stratégiques et le renforcement du pouvoir des citoyens. Il est composé de deux collèges, « acteurs locaux » et « habitants ».

Les habitants :

- sont au cœur du dispositif via les conseils citoyens
- participent aux différentes instances
- donnent leur avis et mènent des projets en lien avec le Contrat de Ville

Le Conseil Citoyen participe à l’élaboration, au suivi et à l’évaluation du Contrat de Ville, mais il peut développer ses compétences sur les sujets qu’il juge nécessaires et peut-être saisi ou s’autosaisir de toute question relative aux intérêts généraux, locaux et sociétaux, notamment dans le cadre des dispositifs de la Politique de la Ville.

En 2018, le Conseil Citoyen a :

- **co-écrit** l'appel à projets 2019 du Contrat de Ville et **a choisi** les objectifs prioritaires par pilier.
- **Co-animé** la réunion de lancement de l'appel à projets
- **Etudié et formulé** un avis sur les actions de la programmation 2018
- **Approuvé** le rapport annuel 2017 sur la mise en œuvre de la Politique de la Ville
- **Participé** au Jury des Lumières de la Ville
- **Participé au Forum des Associations**
- **Participé à Festi'Sol**

Ses représentants siègent dans les instances de pilotage au premier rang desquels le comité de pilotage du Contrat de Ville, espace de définition des orientations stratégiques, de recherche de sens et de co-construction du cadre commun. Dans ce cadre, les représentants du Conseil Citoyen ont une place effective et participent aux réflexions et aux prises de décisions.

En 2015, La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse a été accompagnée par l'association Moderniser Sans Exclure (MSE) pour la mise en œuvre des Conseils Citoyens. Cet accompagnement porte essentiellement sur la phase de démarrage (recensement des pratiques participatives déjà existantes, organisation des premières réunions, formalisation des instances, ...).

Deux associations sont porteuses des Conseils Citoyens : Le Centre Social Harjès sur le Grand Centre et l'association SOLI-CITES sur les Fleurs de Grasse.

La démarche du Conseil Citoyen sur la ville de Grasse a été lancée le 5 juin 2015.

Réunions partenariales

3 réunions partenariales dites
« QUATUOR » :

CAF

Etat

Animateurs des Conseils Citoyens
animées par la Cheffe de Projet Politique
de la Ville.

Sur les Fleurs de Grasse

En 2018, en raison de la fragilité financière de l'association et du changement de direction, le recrutement de l'animateur a été reporté. Travail avec le bailleur du quartier - IMED 3F - dans le cadre des conventions relatives à l'utilisation de l'exonération TFPB, permettant de co-financer un poste d'adulte-relais. Lancement du recrutement fin 2018.

POINT SUR... Le Conseil Citoyen du Grand centre

Sur le Grand Centre

L’animatrice dédiée a été remplacée en septembre par un animateur.

- Officialisation du Conseil Citoyen en le 7 avril 2018
- Participation aux réunions départementales
- Participation au jury du Fonds de Participation des Habitants
- 4 réunions plénières
- Validation du rapport annuel politique de la ville 2017
- Co-rédaction de l’appel à projets 2019
- 5 réunions Contrat de Ville et co-écriture de l’appel à projets 2019
- 17 réunions bilans Contrat de Ville en présence des associations

Points forts

- Un groupe de 8 à 12 personnes mobilisées – ossature du Conseil Citoyen
- Des réunions régulières
- La mise en place d’actions concrètes et citoyennes en direction du quartier (Jardins partagés, actions « Séniors isolés », journée de la femme, place de parking Handicap)
- Des membres du Conseil Citoyen membres du jury FPH
- Une meilleure lisibilité des associations sur le territoire
- Une coopération grandissante avec la GUP, la Politique de la ville
- Une participation active au contrat de ville (bilans, appels à projets...)
- Une participation active au NPNRU (Nouveau Plan de Renovation Urbaine) et aux réunions de concertations
- Un accompagnement et des formations par le Centre de Ressources Politique de la Ville

Grasse

Des citoyens engagés pour améliorer le centre-ville

Le conseil citoyen du grand-centre (quartiers centre ancien et gare SNCF), s’il existe déjà depuis deux ans, a été officialisé en présence du sous-préfet à la politique de la ville hier. L’occasion d’un premier bilan

F ace à l’État et à la Ville, hier, Elisabeth Joly, Emilie Du Silva, Catherine Martin et Jacques Pérez, pour ces Grassois citoyens et impliqués, pas question de se sentir comme le pat de terre contre le pot de fer. Les quatre représentants du conseil citoyen du grand-centre (centre historique et Saint-Claude) ont parlé d’égal à égal avec le sous-préfet à la politique de la ville, Francis Vinesse, et le maire, Jérôme Viaud.

Depuis deux ans, ils ont force de proposition au sein du conseil citoyen grassois. Repas des anciens isolés du centre historique, exposition de portraits de femmes du centre ancien ou création de quatre places handi au parking de La Roque... Autant d’initiatives qu’ils suivent.

Quatre stationnements pour les handicaps

L’officialisation de cette instance, qui regroupe 12 citoyens¹ et 11 associations engagées bénévolement dans l’amélioration du cadre de vie des habitants de ce secteur, a été l’occasion d’un bilan des actions menées depuis deux ans.

Au centre social Harjis, au cœur

de la cité historique hier matin, étaient donc réunis les associations Évaléco et D’une rive à l’autre, la CAF des élus grassois, les responsables d’Harjis ou encore de la politique de la ville à la communauté d’agglomération.

L’occasion d’évoquer ce qui a bien

marché. « Des réunions régulières, un moyen déterminé de citoyens, des actions concrètes réalisées... ».

Mais aussi ce qui peut être amélioré. « La lisibilité politique du conseil citoyen trop peu connue, la régularité de la participation aux réunions de ses membres engagés ».

notamment pour des problèmes de garde d’enfant, la réactivité des réponses administratives ou encore le renforcement d’une partie de ses membres... ».

M.L.M.

1 : 34 % d’hommes, 66 % de femmes

majoritairement âgés de plus de 50 ans.

La définition

« Le conseil citoyen regroupe les habitants et associations des quartiers définis par la politique de la ville. Il y en a deux à Grasse, le grand centre et les Fleurs de Grasse. Ce dernier est en sommeil faute d’animateur. Au sein d’un conseil citoyen, qui est une courroie de transmission entre la population et les institutions, il s’agit de ne plus faire pour les habitants, mais avec les habitants ».

Le chiffre

1 million d’euros d’actions financées chaque année sous forme d’appels à projets lancés dans le cadre du contrat de ville. Développement et aggro du pays de Grasse représente 200000 euros.

Paroles de Grassois impliqués

« Accélérer les actions »

Jacques Pérez, 77 ans. Il a réclamé hier davantage de concertation entre les conseils citoyens du département, l’accélération dans la mise en place des projets, une plus grande assiduité des membres du conseil citoyen aux réunions.

« Je suis membre du conseil depuis sa création et le seul représentant de Saint-Claude. Je veux pouvoir m’exprimer librement sans être contraint par la politique ou le syndicalisme. C’est d’ailleurs dans la charte du conseil citoyen. »

Le projet qui lui tient à cœur : « Les nouveaux jardins partagés de Saint-Claude. 800 m² au-dessus de la gare. Les parcelles sont à attribuer. »

« Dans l’intérêt général »

Catherine Martin, 60 ans. « Je suis entrée au conseil citoyen il y a seulement quelques mois. Je suis une nouvelle résidente du centre historique. Du coup je m’intéresse au projet de rénovation urbaine du centre ancien de Grasse. Je veux participer à l’amélioration de notre cadre de vie, des espaces verts. J’aimerais lancer un projet autour du traitement des déchets et du recyclage comme par exemple l’installation d’un composteur urbain pour les déchets alimentaires. Je veux travailler dans l’intérêt général. »

« Contacter les jeunes »

Agathe Bergia, 13 ans et demi. Elle ne fait pas partie du conseil citoyen, mais a accompagné sa maman (membre du conseil citoyen) hier. Elle s’est adressée au sous-préfet en apportant des idées : « On pourrait contacter les jeunes par Internet ou en mettant des affiches dans les rues. Ce serait bien de créer un conseil citoyen de jeunes. J’ai proposé aussi que les adolescents assurent la garde des réunions. »

Proposition du maire et conseil du sous-préfet

Jérôme Viaud, maire de Grasse. « J’entends que vous êtes désireux de créer vos expériences au sein des différents conseils citoyens du département. On pourrait proposer que la réunion annuelle de tous les conseils citoyens se déroule à Grasse. La ville pourrait mettre un lieu à disposition gratuitement. »

Franc Vinesse, sous-préfet délégué à la politique de la ville. « Il y a 16 quartiers de la politique de la ville dans les Alpes-Maritimes et j’assiste aujourd’hui à ma 14^e inauguration de conseil citoyen. Une 15^e est prévue dans un mois ou deux. La France est l’un des très rares pays à avoir inscrit dans la loi (le 2014) le rôle du conseil citoyen. On attend de vous des idées, mais aussi de les porter sans attendre dans votre bureau en allant voir les décideurs. Vous avez toute la légitimité pour le faire. »

Les actions conduites de janvier à août 2018 se sont inscrites dans la continuité de celles entreprises en 2017 :

- Mise en place d'actions concrètes des membres des commissions et groupes de travail (Accessibilité-Handicap-Déplacements/ Ecologie- Jardins partagés / Animation de rue),
- structuration des réunions, ...
- définition des modalités d'animation des réunions (plannings, horaires, lieux de rencontre...)
- définition des modalités d'articulation avec d'autres instance de concertation (notamment avec la GUP du centre-ville),
- mise en place d'initiatives citoyennes en lien avec le FPH

En début d'année, les rencontres ont été très soutenues :

- 4 réunions plénières ont été organisées au sein du centre social mobilisant entre 8 et 14 personnes par réunion. Au cours de l'une d'elle, le Maire de Grasse et le Préfet Chargé de la Politique de la Ville ont été invités par les membres afin d'officialiser cette instance
- 2 rencontres inter conseillers citoyens de l'ouest du 06 se sont tenues à l'initiative de la Déléguée du Préfet. En effet suite à la rencontre départementale en 2017, les membres ont émis le souhait de réunions trimestrielles. Ces journées s'articulent autour d'échanges de pratiques entre conseillers.
- 1 rencontre départementale organisée sur Grasse a permis la rencontre avec l'ensemble des conseils citoyens du département.
- Les membres de la commission « Environnement, Ecologie, Jardins Partagés » se sont investis dans la mobilisation pour le projet du jardin partagé de Saint Claude. 7 parcelles ont été affectés à des résidents du quartier de St Claude et du Centre Ancien.

Grace à la mise en place des modalités d'articulation avec les institutions, les membres de la commission Accessibilité-Handicap-Déplacements ont obtenu des places supplémentaires réservées aux personnes en situation de handicap au sein du parking du centre-ville.

D'autres temps forts, au sein du conseil citoyen, sont venus rythmer l'année 2018.

Les membres ont choisi en réunion plénière de réaffirmer leur engagement et de recentrer leurs priorités pour l'année 2017-2018 :

- La mobilisation des habitants, qui représentait déjà un sujet de préoccupation partagé par les membres du Conseil Citoyen en 2017, devient un enjeu majeur en 2018. Les actions de communication, de promotion auprès des habitants du quartier de La Gare-Saint-Claude s'envisagent comme une nécessité incontournable.
- mise en place de « café citoyen » chaque jeudi matin pour maintenir les membres du Conseil Citoyen dans une dynamique active de concertation et d'action.

Les sujets mis en débat lors des groupes de travail, émanant souvent de préoccupations individuelles, ont progressivement évolué vers une dimension plus collective. La mise en place d'actions concrètes, même modestes, est venue conforter les membres dans leur capacité à conduire une action dans toute sa dimension jusqu'à sa mise en place opérationnelle

En 2018, 5 projets ont émergé grâce au Fonds de Participation des Habitants :

1- « **Grasse au pluriel, Grace au féminin** » : Installation artistique et collaborative, sous forme d'expositions photos qui reprend 10 portraits de femmes du quartier, leurs récits de ville, leurs anecdotes pour une invitation personnalisée de Grasse. L'exposition qui se veut itinérante a été valorisée lors de la journée des droits de la femme. **Cette action a reçu le Prix « Les Lumières de la Ville » dans la catégorie Egalité Femmes / Hommes**



2- **Création d'un jardin partagé à proximité de la route de désenclavement du quartier de la Gare-St Claude** : En lien avec les services techniques de la ville et de la CAPG, soutien aux travaux de décaissement de la terre sur l'ensemble de la parcelle alloué au projet (800 m²) : location d'une mini pelleuse et préparation du sol pour accueillir le potager.

3- **Aménagement d'un jardin partagé à proximité de la route de désenclavement du quartier de la Gare-St Claude** : Matérialisation des espaces « potagers » individuels et collectifs et délimitation de la parcelle par la pose d'une clôture.

4- **Repas partagé autour de l'inauguration d'un jardin partagé et achat de petits matériels et de plants**. Organisation d'un temps convivial sous forme d'une grande tablée au sein du nouvel espace aménagé en « Jardin partagé ».

5- **Animation de rue** : Création une dynamique d'animation autour du jeu en sensibilisant les enfants au développement durable grâce à un atelier « déco-instruments ». Ce projet doit être présenté à une nouvelle commission en 2019.

Les membres du conseil citoyen ont été associés aux ateliers participatifs du NPNRU.

De même, cette année encore, ils ont participé aux différentes étapes de bilan des actions financées dans le cadre du Contrat de Ville ainsi qu'au lancement des appels à projets 2019.

Ils ont pu, en présence de la cheffe de projet de la Politique de la Ville, la déléguée du Préfet, et d'un représentant de la CAF, exprimer leur avis sur les thématiques à prioriser. 4

Après 3 ans d'existence, le conseil citoyen est reconnu par les collectivités et les autres instances de concertation et de participation des habitants (gestions urbaines de proximité du centre-ville et de St Claude- La Gare notamment). Un noyau « dur » de 6 à 8 membres se mobilisent activement sur les projets, néanmoins cette mobilisation reste fragile à la vue des situations personnelles et du fait que cette représentation devrait être élargie afin de favoriser plus de mixité.

La grande disponibilité et réactivité de l'équipe « Quatuor » constitué de la Cheffe de projet Politique de la Ville, de la Déléguée du préfet, d'un représentant de la CAF et de l'association porteuse du Conseil Citoyen est un réel soutien dans l'accompagnement de cette instance.

Quant au Fonds de participation des habitants, les habitants commencent doucement à prendre conscience de son intérêt, combien il contribue au renforcement du lien social dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

LES ACTIONS SOUTENUES DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Dans le cadre du Contrat de Ville, une programmation regroupe l'ensemble des actions ayant répondu aux objectifs présentés dans l'appel à projet. Les actions sont présentées lors des conseils municipaux et communautaires, mais également en amont aux Conseils Citoyens

Les objectifs partagés inscrits dans le Contrat de Ville servent de cadre de référence pour la sélection et le financement des opérations proposées par les différents acteurs lors de l'appel à projets annuel. Comme l'appel à projets 2018, l'appel à projets 2019 a été co-rédigé avec le Conseil Citoyen du Grand centre.

En complément de cette programmation, le Contrat de Ville mène des actions de coordination et de suivi de dispositifs :

- Animation de réunions informelles / Hors les Murs sur le quartier des Fleurs de Grasse



4 réunions Hors les Murs

Plus de 60 habitants
9 partenaires présents

Présentation du projet « KEZAKO » et
des acteurs culturels

- Animation Gestion Urbaine de Proximité (Gare) : **7 réunions**
- Animation de réunions des acteurs du quartier des Fleurs de Grasse : **8 réunions**
- Animation de réunions Equipe Opérationnelle : **4 réunions**
- Animation de réunions QUATUOR : **3 réunions**
- Participation aux commissions d'attribution des locaux commerciaux
- Participation aux cellules de veille
- Participation à la Commission Départementale de Lutte contre les Violences faites aux Femmes et aux sous-groupes de travail

- Participation au Club Egalité
- Lien avec le Programme de Réussite Educative – Volet Education des Contrats de Ville
- Lien avec le dispositif Atelier Santé Ville – ASV – Volet Santé des Contrats de Ville
- Lien avec le Conseil Local de Sécurité et de Prévention



de la Délinquance - CLSPD – Volet sécurité et prévention des Contrats de Ville

En 2018

6 dossiers VVV

33 000 € de subventions Etat et CAF

+ 10 % / 2017

Plus de 350 adolescents bénéficiaires

- Lien avec le NPNRU – Volet urbain du Contrat de Ville
- Rédaction et suivi des conventions d'utilisation de l'abattement de la TFPB

- Suivi des Conseils Citoyens – **32 réunions**
- Suivi du Fonds de Participation des Habitants (FPH)
- Suivi et montage des dossiers du dispositif Ville Vie Vacances (VVV)
- Suivi et montage des dossiers du dispositif MILDECA
- Travail sur la redynamisation de la Place aux Herbes
- Signature et engagement dans le schéma Départemental partagé de lutte contre toutes les violences faites aux femmes des Alpes-Maritimes.



- Participation à la rédaction de la nouvelle Convention Territoriale Globale de la CAF
- Participation au Plan Départemental Zéro Sexisme – Scop ALTER-EG AUX



- Mise en place de l'opération Boy's Day / Girl's Day – Scop ALTER-EG AUX
- Création de l'évènement « Les Lumières de la Ville » pour la mise en lumière des actions menées dans le cadre de la Politique de la Ville sur les quartiers prioritaires.

CF article page suivante



En bref

Stages d'anglais

L'association ALBA organise trois stages d'anglais pendant la première semaine des vacances de la Toussaint. Trois niveaux sont proposés : débutant, élémentaire et intermédiaire - avancé. Un bilan gratuit peut être organisé pour déterminer le niveau adapté. Les stages sont ouverts aux adultes, aux adolescents (et aux enfants à partir de 9 ans pour le niveau débutant). Les stages se dérouleront les **lundi 22, mardi 23, mercredi 24 et vendredi 26 octobre**, de 9 h 30 à 12 h 30 (niveau débutant), de 13 h 30 à 16 h 30 (niveau élémentaire) et de 17 à 20 h (niveau intermédiaire-avancé), salle des Augustins, boulevard du Jeu-de-Ballon. Tarifs pour 12 heures de cours : 119 € (99 € pour les jeunes et les demandeurs d'emploi) + adhésion 21 € individuelle ou 32 € pour les familles. Rens. 04.93.70.42.06. ou helen.kirk@free.fr

Expo

De tableaux créés à Grasse, à la chapelle Victoria (65, avenue Victoria). Horaires : de 12 h à 17 h. Entrée libre. Rens. 09.50.29.49.03. ou 07.86.62.13.32.

Scrabble

Le club de Scrabble de Saint-Jacques propose ses activités (scrabble et jeu de manille) à la salle polyvalente du quartier tous les **mardis après-midi** de 13 h 30 à 18 h. Rens. auprès du président Jean-Paul Boselli au 06.66.07.30.62.

Les « Lumières » de la ville brillent de mille feux

Le club régional d'entreprise a organisé, au palais des congrès, avec la CAPG, la 1^{re} cérémonie qui récompense les initiatives locales en faveur des habitants

C'était un peu la cérémonie des César (en beaucoup moins soporifique) mais à destination des projets réalisés par et pour les quartiers prioritaires et leurs habitants. Trente actions mettant en lumière des initiatives provenant en majorité du tissu associatif. « Toutes les actions sont belles. Le jury a dû délibérer sur trente actions qu'ils ont considérées comme trente coups de cœur », a exprimé Christine Dagonet, responsable Côte d'Azur du Crepi (Clubs régionaux d'entreprises partenaires de l'insertion), réseau organisateur de l'événement. C'est la première édition mais nous pensons déjà aux suivantes, avec plus de participants et de récompenses, avec notamment le prix du public qui nous paraît indispensable. »

MAXIME ROVELLO
mrovello@nicematin.fr



De nombreuses associations, comme Harjès (à droite) ont été récompensées au cours de cette soirée. (Photo M. R.)

Les lauréats de cette 1^{ère} édition

- Cohésion sociale, mieux vivre ensemble : animations City Stade par Harjès.
- Développement économique & Emploi, charte entreprise & quartier : Areco.
- Développement économique & Emploi : l'action « Osez l'international » par l'association Parcours le Monde.
- Cohésion sociale, santé : acteurs de sa santé par les familles Arc-en-ciel / Grasse à tous les visages / Secours Catholique.
- Valeurs de la République et de la Citoyenneté : projet de classe les institutrices de l'école Crabalona.
- Amélioration du cadre de vie et renouvellement urbain : « Nos olives valent de l'huile » par l'Atelier du Zéro Six.
- Prix de l'égalité Homme-Femme : Grasse au pluriel, Grâce au féminin.
- Cohésion sociale, culture : la grande dictée et concours francophone par l'Alliance Française.
- Prix du jury : Flower Power par l'association D'une rive à l'autre.



Synthèse des actions menées dans le cadre du socle et des piliers

Cette synthèse reprend les actions financées dans le cadre de la programmation annuelle dans le cadre de la programmation du Contrat de Ville – Pilier Cohésion Sociale - mais également les actions financées dans le cadre des FIPD Accompagnement social et Radicalisation, ou encore dans le cadre de l'appel à projets « Lutte contre la Radicalisation » porté par la CAF. Nous avons également fait apparaître l'ensemble des actions menées hors programmation.

L'appel à projet crédits spécifiques

En complément des actions de droit commun, le Contrat de ville organise en partenariat avec l'Etat un appel à projets sur des crédits spécifiques. Cette programmation regroupe l'ensemble des actions ayant répondu aux objectifs présentés dans l'appel à projet. Les actions, validées en amont par le Conseil Citoyen, sont présentées lors des conseils municipaux et communautaires.

Les objectifs partagés inscrits dans le Contrat de Ville servent de cadre de référence pour la sélection et le financement des opérations proposées par les différents acteurs lors de l'appel à projets annuel. A noter que les appels à projets 2017, 2018 et 2019 ont été corédigés avec le Conseil Citoyen du Grand centre.

En 2018 :

23 actions ont été déposées en demande de subvention pour l'année 2018.

22 ont été retenues et financées au titre de la Politique de la ville au bénéfice de 17 structures porteuses.

Les crédits spécifiques représentent 472 411 € **soit une augmentation de 14 %** malgré une perte de 50 000 € dû au désengagement de la Région :

- ETAT : 256 500 €
- Ville de Grasse : 111 111 €
- CAPG : 40 500 €
- CAF : 64 300 €

Répartitions des actions mises en œuvre :

- 12 actions dans le **pilier COHÉSION SOCIALE**
 - 5 actions dans le pilier **CADRE DE VIE ET RENOUVELLEMENT URBAIN**
 - 5 actions dans le pilier **DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE**
-
- 8 actions ont été menées sur les 2 quartiers prioritaires
 - 7 actions menées spécifiquement sur le quartier des Fleurs de Grasse
 - 7 actions menées spécifiquement sur le quartier du Grand centre

Suivi des conventions d'utilisations de la TFPB – Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties

Validation et signature par M. le Préfet des conventions. Le suivi des conventions TFPB avec les 5 bailleurs signataires du Contrat de Ville a permis de co-financer les postes des 2 adultes-relais en charge de la médiation et de la participation citoyenne sur le quartier des Fleurs de Grasse et du Grand Centre- plus de 60 000 € ont été investis en direction d'actions de médiation sociale.

Actions pour la promotion des valeurs de la République et de la Citoyenneté

Le Socle « Valeurs de la République et Citoyenneté »

Chaque association menant une action dans le cadre de la Politique de Ville signe une charte de partage des valeurs de la République. Les actions qui relèvent de ce socle ont pour objectifs de renforcer la connaissance des Valeurs de la République et des ses fondements mais également de travailler sur les droits et devoirs du citoyen.

Nous avons fait le choix de faire apparaître ici les actions financées dans le cadre de la prévention et la lutte contre la radicalisation. Depuis 2017, le Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance a été séparé en deux volets distincts : l'un relatif au volet social et le second spécifique à la radicalisation dénommé : FIPD R. De plus, la CAF a lancé au niveau national un programme de soutien aux projets traitant également la question de la prévention de la radicalisation. Fort du partenariat en place, des actions grassoises ont ainsi pu être défendues au niveau national et financées.

- **Prévention de la délinquance**

La Ville de Grasse a recruté une coordinatrice du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance - CLSPD - qui est également chargée de mission Prévention de délinquance à 20% détachée sur le territoire de la CAPG depuis le 1^{er} septembre 2016.

Elle est en charge du suivi de dispositifs d'aménagements des peines soit l'accompagnement et le placement de 7 personnes (majeurs / mineurs ; femmes et hommes confondues) en mesures alternatives à l'incarcération : Travail d'Intérêt Général, mesures de réparation et accueil et accompagnement d'une personne en chantier extérieur

Le CLSPD est le volet sécurité / prévention de la délinquance. Il est en charge du suivi de la programmation FIPD – Fonds Interministériel pour la Prévention de la Délinquance, regroupant des actions identifiées dans le socle « Valeurs de la République et Citoyenneté »

- Participation aux évènements en lien avec la justice : Forum en Maison d'arrêt
 - Participation à la Commission Départementale de Lutte contre les Violences faites aux Femmes
 - Rôle de médiatrice entre la PJJ, le SPIP et les collectivités
-
- Hébergement Insertion Jeunes Justice, accompagnement de 60 jeunes dans la cadre de la lutte contre la récidive – association ALC

- Le théâtre contre le silence : " FRAGILE" près de 250 collégiens sensibilisés par la Compagnie MIRANDA
- Prise en charge des auteurs de violences conjugales pour lutter contre la récurrence – Association AFTVS
- Prévention de la délinquance chez les jeunes majeurs sans qualification et adolescents déscolarisés, accompagnement global de 25 familles – Association ARPAS
- Stage de responsabilité parentale pour les auteurs de violences conjugales et intra-familiales - Association ARPAS
- Point d'Accueil Ecoute Jeunes au sein de la Mission Locale - Association ARPAS
- Prise en charge et soutien des victimes et particulièrement celles de violences intra-familiales, violences faites aux femmes – Association HARJES
- Dépasser les stéréotypes de genre pour développer son esprit critique et lutter contre les risques de dérives, action menée auprès de 80 jeunes – Association ALTER-EGAUX
- Actions socio-éducatives en direction des jeunes et des familles – Association HARJES
- Rencontres citoyennes pas comme les autres – Association HARJES
- Formation Valeurs de la république et Citoyenneté en direction du public en situation d'insertion professionnelle – Association DEFIE
- Sensibilisation à la place de la femme dans la société et lutte contre les discriminations – Association d'une Rive à l'Autre
- Développer son esprit critique et lutter contre les risques de dérives par un ciné-débat – collégiens – Association ADSEA 06 / CD 06
- Mise en place de café citoyen Zéro sexisme – Scop ALTER-EGAUX
- Chantier éducatif Maraichage - Auteuil Formation Continue - ASPROCEP
- Suivi et développement des mesures de Travaux d'Intérêt Général – TIG
- Suivi et développement des chantiers extérieurs
- Actions souvenirs et parfums en direction d'adultes en maison d'arrêt -le rappel des souvenirs d'enfance, travailler sur les origines sont des piliers dans la lutte contre la radicalisation – Service médiation des Musées et Direction Solidarités – CAPG
- DECL'IC: Développement de l'Esprit Critique par l'Informatique et la Citoyenneté – Association DEFIE

- Formations à la pratique de débat – Direction Solidarités – CAPG
- Sports et risques aux Fleurs de Grasse - Direction Solidarités – CAPG
- Sessions de sensibilisation aux phénomènes et signes de radicalisation en direction des élus et des agents de la ville de Grasse et de la CAPG – Direction Solidarités – CAPG
- Dispositif de prévention des risques de délinquance et de radicalisation – Association HARJES
- Mise en place de Marches Exploratoires – Association HARJES

Actions dans le cadre du pilier Cohésion Sociale

Les actions relevant de ce pilier visent à **réduire la pauvreté, à tisser le lien social et à renforcer la solidarité entre les générations**. Elles s'attachent à répondre tout particulièrement aux besoins des familles monoparentales, des jeunes et des personnes âgées. Sont intégrées dans le pilier Cohésion Sociale, les actions relevant de la Santé et de la tranquillité publique et prévention de la délinquance. Le contrat de ville prévoit des mesures de soutien aux partenaires sociaux, culturels, sportifs et aux associations pour favoriser le lien social sur le territoire.

12 actions financées en 2018

- Plus de 1 600 personnes bénéficiaires de ces actions.
- Près de 400 personnes bénéficiaires d'actions de prévention santé
- Plus de 250 enfants et adolescents bénéficiaires d'actions favorisant la réussite scolaire
- Près de 1 000 personnes bénéficiaires d'actions d'accompagnement social
- Plus de 60 familles bénéficiaires d'actions favorisant le lien social, la tolérance et l'intégration



- **Acquisitions et consolidation des bases structurelles et conceptuelles en français - 60 élèves - Alliance Française - Cette action a reçu le Prix « Les Lumières de la Ville » dans la catégorie Cohésion Sociale – Culture**



- Alphabétisation Insertion Citoyenneté - Association HARJES – 90 personnes
- MELUSINE 3 une légende pour la tolérance et l'intégration – association CHEMINDESSENS
- Cités Débrouillardes à Grasse – Association Les Petits Débrouillards – 102 enfants



- Création et spectacle déambulatoire sur les pas d'Ulysse – Compagnie 100° Théâtre – 40 jeunes

- CLAS - Accompagnement à la scolarité et à la Parentalité - Association HARJES – 110 enfants
- CLAS - Accompagnement à la scolarité et à la Parentalité - Association L.E.A. – 30 enfants
- Accompagnement social global et médiation - Association HARJES – près de 900 personnes



- **Acteurs de sa santé - Familles Arc-en-Ciel – plus de 30 participants - Cette action a reçu le Prix « Les Lumières de la Ville » dans la catégorie Cohésion Sociale – Santé**



- **Soutien à l'action Parcours Citoyen – Ecole Crabalona. Cette action a reçu le Prix « Les Lumières de la Ville » dans la catégorie Valeurs de la République et Citoyenneté**



- Atelier Sante Ville – CCAS de Grasse – plus de 1 000 personnes sensibilisées (partenaires et habitants)

Actions dans le cadre du pilier Cadre de Vie et Renouvellement Urbain

Volet social

Les actions relevant de ce pilier visent à **améliorer de façon visible et concrète la vie quotidienne des habitants des quartiers prioritaires.**

5 actions financées en 2018

Plus de 600 personnes bénéficiaires

Près de 400 personnes bénéficiaires d'actions favorisant l'amélioration de son cadre de vie

Plus de 50 familles bénéficiaires d'actions favorisant l'appropriation de son quartier, de son logement

- Amélioration du cadre vie par le lien social, la médiation et l'insertion – régie de quartier SOLI-CITES – près de 400 personnes



- **Agissons ensemble pour réanchanter le cœur de la ville - création d'un espace Flower POWER sur la Place aux Herbes – Association D'u ne Rive à l'Autre - plus de 30 familles - Cette action a reçu le **Prix spécial du jury « Les Lumières de la Ville »****

- **Nos olives valent de l'huile – Association Atelier du zéro 6 - Plus de 30 familles Cette action a reçu le Prix « Les Lumières de la Ville » dans la catégorie **Amélioration du Cadre de Vie****



- Auto-Réhabilitation accompagnée – Association Les Compagnons Bâisseurs – 20 familles accompagnées et plus de 20 ateliers collectifs
- Equipe d'Amélioration Urbaine – Association DEFIE -

Volet Urbain : Point NPNRU

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 a prévu le lancement du **nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU)**, porté par l'Agence nationale de la rénovation urbaine. Ce programme – qui succède au programme national pour la rénovation urbaine lancé en 2003 – concentre l'effort public sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) qui présentent les dysfonctionnements urbains les plus importants.

2018 : la conduite de la phase de préfiguration du NPNRU

Le protocole de préfiguration du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU), signé le 4 septembre 2017, officialisait la contractualisation d'un programme d'études et d'ingénierie mis en œuvre pour répondre aux ambitions du territoire. La conduite des études s'est tenue en 2018, et se poursuivra au 1^{er} trimestre 2019.

Préfiguration de la convention RU : programme d'étude et ingénierie

- Un pilotage en tandem CAPG – Ville de Grasse ;
- une équipe projet dédiée au sein de la Direction Habitat et Renouvellement Urbain (HRU) de la CAPG, qui travaille en coordination étroite avec les services de la Ville et de l'agglomération, et notamment ceux en charge du contrat de ville et de la gestion urbaine de proximité ;
- la conduite d'une étude de programmation urbaine [groupement Artelia-Stoa-Semaphores] ;
- le lancement d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) "concertation" [groupement Setec-Adeus] et "montage de la convention" [SPL Pays de Grasse Développement].

La synthèse des 3 phases sur 4 de l'étude de programmation urbaine (la dernière phase se tiendra en 2019 : programme opérations retenues au titre du NPNRU)

PHASE 1 DIAGNOSTIC

- Une dichotomie du centre historique entre "ville haute", attractive et fonctionnelle, et "ville basse" concentrant habitat dégradé, vacance commerciale et problématiques urbaines et sociales.
- Une accessibilité peu aisée au centre-ville qui compromet son attractivité.
- Des axes routiers d'accès au centre-ville congestionnés.
- Des polarités majeures en première couronne, qui manquent de liens évidents.
- Trois entrées piétonnes peu lisibles

PHASE 2 ORIENTATIONS

• **DEFINITION DE LA STRATEGIE LONG TERME ET LES TROIS AXES FONDAMENTAUX DU PROJET**

- Un centre ville désiré, réinvesti par les grassois
- Un centre ville dynamique animé par les étudiants du campus universitaire
- Un centre ville révélé, recherché par les touristes

PHASE 3 PROJET

• **IDENTIFICATION DES ORIENTATIONS ET GRANDS PRINCIPES OPERATIONNELS DU PROJET**

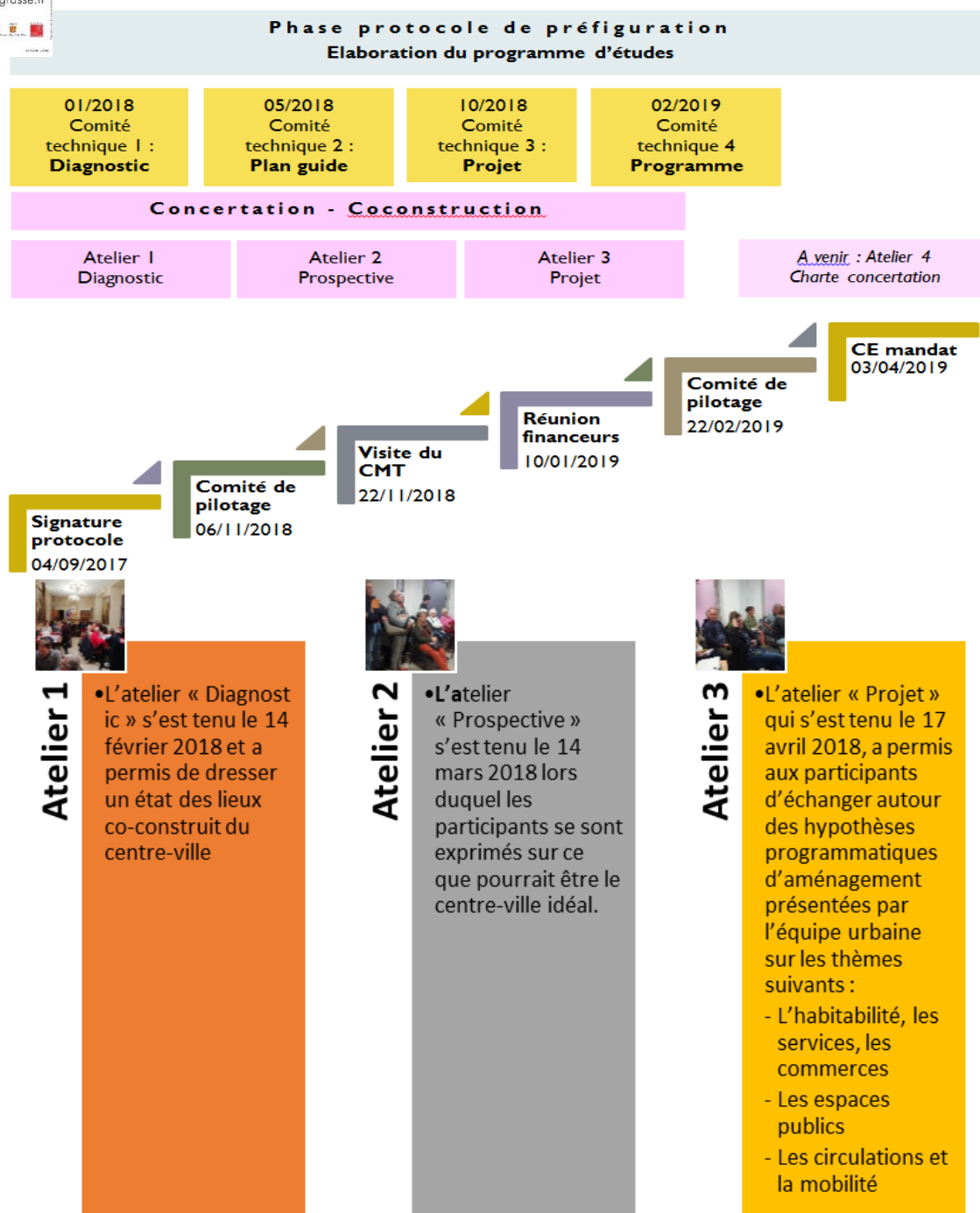
- Création d'une offre attractive et diversifiée de l'habitat en centre ville
- Développement économique et commercial équilibré
- Accès aux équipements, aux services publics, à l'offre culturelle et de loisirs pour tous
- Mise en valeur des formes urbaines, des espaces publics et du patrimoine
- Développement de l'accessibilité, de la mobilité et des connexions

En 2018, zoom sur :



- L'ouverture de la **Maison du Projet**, en cœur historique, animée par la Direction Cohésion Sociale et Urbaine de la Ville de Grasse, a confirmé la volonté forte de placer les habitants au cœur du dispositif, en les impliquant dès la phase de construction du projet.
- les **ateliers du renouvellement urbain**, animés par la Direction HRU, avec l'appui du BET Adeus, ont permis de déployer une dynamique, visant à faire participer et à faire collaborer les habitants et les usagers du quartier.

Calendrier recap :



Actions dans le cadre du pilier Développement économique et Emploi

Lever les freins à l'insertion professionnelle, accompagner ou maintenir les personnes dans une dynamique d'accès à l'emploi, favoriser la création d'entreprises

5 actions financées en 2018

- Plus de 450 personnes bénéficiaires de ces actions.
- Plus de 60 demandeurs d'emploi bénéficiaires d'actions favorisant le lien avec les entreprises
- Plus de 250 jeunes sensibilisés à la mobilité internationale
- Plus de 200 bénéficiaires sensibilisés à la création d'entreprises
- 4 créations d'entreprises

CitésLab ^{CL}
Réseau des services d'amorçage de projets

Dispositif Cités Lab - Initiative Terres d'Azur - 25 réunions collectives 265 participants - 42 entretiens individuels d'amorçage - création de 2 entreprises par des habitants du centre et des Fleurs de Grasse et 1 entreprise dans le Haut-Pays.

- Projet « Grasse à vos couleurs »- Initiative Terres d'Azur Grâce au partenariat avec le Pôle emploi, un programme d'ateliers de deux mois a été élaboré pour intégrer 10 demandeurs d'emploi habitant en centre-ville de Grasse, afin de les sensibiliser à la création d'entreprise et de les mettre dans une démarche de création de projet.
- Soutien aux personnes en situation de vulnérabilité psychique en vue de leur insertion professionnelle – Association ARPAS
- Rallye vers l'emploi – CREPI - Plus de 40 demandeurs d'emploi ont participé, et 60 visites d'entreprises



Développer la mobilité européenne et internationale « Osez l'international - Association Parcours le Monde - Plus de 40 professionnels et 173 jeunes sensibilisés et 18 suivis individuels et mobilités



Cette action a reçu le Prix « Les Lumières de la Ville » dans la catégorie **pilier Développement économique et Emploi**



ELEMENTS FINANCIERS

Les Chiffres clés Politique de la Ville – contrat de Ville FIPD et FIPD-R inclus

2 781 047 € - Montant total des actions menées

40 actions financées

Pilier Cohésion sociale - 27 actions financées

Dont 18 actions dans le cadre du FIPD / FIPDR

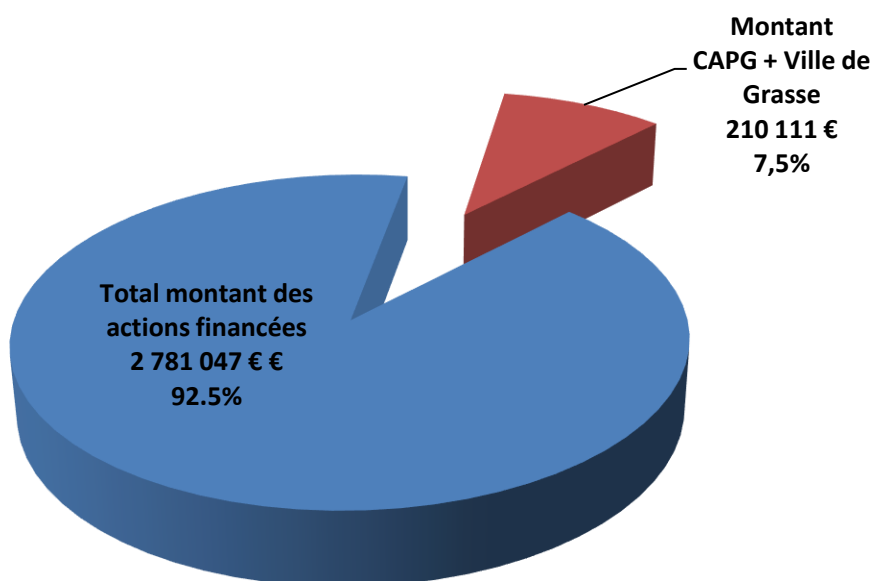
Pilier renouvellement urbain – Cadre de Vie – 5 actions financées

Pilier Développement économique et Emploi – 5 actions financées

Participation financière de la CAPG : 99 000 € - 3,5 %

Participation financière de la ville de Grasse : 111 111 € - 4 %

soit un co-financement de 92,5 %



Les Chiffres clés Contrat de Ville

1 548 960 € - Montant total des actions menées

22 actions financées

Pilier Cohésion sociale - 12 actions financées

Pilier renouvellement urbain – Cadre de Vie – 5 actions financées

Pilier Développement économique et Emploi – 5 actions financées

Participation financière de la CAPG : 40 500 € - 3 %

Participation financière de la ville de Grasse : 111 111 € - 7%

soit un co-financement de 90 %

Programmation Prévention de la Délinquance et Radicalisation 2018

Les chiffres clés

1 419 137 € - Montant total des actions menées

18 actions financées

Actions à l'intention des jeunes exposés à la délinquance 6 actions

Actions de prévention de violences faites aux femmes et aide aux victimes – 4 actions

Prévention de la radicalisation - 8 actions

Participation financière de la CAPG : 58 500 € - 4%

Co-financement des actions à hauteur de **1 360 637 €** soit un taux de 96 %

Plus de 30 partenaires présents et engagés

Dispositifs spécifiques en lien avec la Politique de la Ville

Programme de Réussite Educative – PRE Bilan 2018

Rappel des objectifs du Programme de Réussite Educative

Le Programme de réussite propose un accompagnement individualisé et personnalisé en faveur des enfants et des adolescents âgés de 2 à 16 ans.

Ce dispositif est mis en place sur les territoires prioritaires de la politique de la ville : Grand centre et quartier des Fleurs de Grasse

Le PRE s'adresse aux enfants et jeunes ne bénéficiant pas d'un environnement social et/ou familial favorable à leur épanouissement et un bon développement.

Les domaines d'intervention sont nombreux : accompagnement scolaire / décrochage scolaire / santé / parentalité / culture et les loisirs...

L'Equipe du Programme de Réussite Educative de Grasse

Une chargée de mission rencontre toutes les familles afin d'évaluer leur situation personnelle, les orienter vers les structures compétentes et les accompagner dans leur démarche en fonction de leurs besoins. Elle accompagne et assure le suivi de chaque famille.

Une psychologue intervient dans le cadre de la prise en charge des jeunes collégiens exclus temporairement et les actions de remobilisation. Elle assure également des suivis individuels avec les enfants ou propose de la guidance parentale.

Une coordonnatrice initie et assure le suivi des actions en lien avec les partenaires associatifs et institutionnels. Une équipe d'animateurs chargée de mener les différentes actions collectives

Articulation avec d'autres actions

Le PRE s'articule avec d'autres dispositifs tels que les Contrats Locaux d'Accompagnement à la Scolarité ; le Programme de Soutien aux Familles et à la Parentalité (PSFP 3/5 ans et 6/11ans) ; le Contrat Enfance Jeunesse ; la convention territoriale Globale....

Le suivi du dispositif et partenariat

Un conseil consultatif se réunit une fois par an afin de présenter le bilan d'action et évaluer globalement le dispositif, il est composé de l'ensemble des partenaires institutionnels.

Des réunions de coordination ont lieu une fois tous les deux mois en moyenne, elles réunissent les partenaires associatifs, les intervenants, les partenaires de la Politique de la Ville (chef de projet, coordinateur GUP, coordinatrice ASV, coordinatrice CLSPD, représentants MSD et CAF...

Des réunions d'équipe restreinte ont lieu régulièrement une à deux fois par mois afin d'évoquer des situations particulières et proposer des solutions pour y remédier

Des réunions thématiques ont également souvent lieu pour un suivi de chaque action collective et établir une évaluation notamment en présence des directeurs d'écoles, principaux de collège de l'équipe éducative.

L'éducation Nationale est le principal partenaire et représente environ 85% des orientations sur le PRE.

➤ **Le parcours proposé par le Programme de Réussite Educative.**

Si des actions collectives sont menées sur de petits groupes (4/5 enfants) il n'en demeure pas moins que tous les enfants concernés par le PRE, bénéficient de parcours individualisés. Les ateliers tentent de répondre à un besoin spécifique mais ne sont qu'une partie de la réponse apportée à ces enfants ou adolescents.

Un rendez-vous préalable avec la chargée de mission a toujours lieu avant le début d'un parcours afin que l'aide proposée soit la plus adaptée en tenant compte de l'environnement social et familial.

Les parents sont toujours informés et leur adhésion est essentielle pour que les objectifs soient atteints. Nous regrettons d'ailleurs une réelle difficulté pour mobiliser certains parents.

➤ **Le financement**

Pour l'année 2018, le Programme de Réussite Educative de la Caisse des Ecoles de la Ville de Grasse a bénéficié d'une subvention de 90 000€. 80 000 € accordé par l'Etat et 10 000€ par la Ville de Grasse (qui participe également par la contribution en nature estimée à 60 000€ avec la mise à disposition à titre gratuit de matériel, locaux et personnel)

Sur les 91 enfants accompagnés en 2018, le bilan des parcours est le suivant :

- 39 bénéficient toujours d'un accompagnement en fin d'année 2018
- 34 ont eu une réponse adaptée à la demande initiale « objectif atteint »
- 4 ont été orientés vers des structures de droit commun pour une prise en charge plus adaptée
- 8 parcours ont pris fin à la demande des parents
- 5 déménagements
- 1 jeune a été exclu définitivement du collège

Les actions collectives réalisées en 2018

ECOLES MATERNELLES

Jean Crabalona :

- Ateliers vocabulaire pour deux groupes cinq enfants de moyenne section de maternelle, deux fois par semaine en partenariat avec l'association LEA. L'intervenante anime les ateliers au sein de l'école de 16h30 à 17h30 et de 11h30 à 12h15. L'objectif est de travailler en priorité sur l'apprentissage de l'autonomie, la prise de parole et l'acquisition des règles de vie.

Gambetta :

- Nouvelle action menée en partenariat avec l'association LEA. Atelier pour un groupe de cinq enfants de grande section maternelle, deux fois par semaine de 12h30 à 13h15. L'objectif étant de travailler sur la confiance, la prise de parole et d'enrichissement du vocabulaire.

ECOLES ELEMENTAIRES

Pra d'Estang :

- Ateliers de remobilisation en faveur de 5 enfants de CP. Des ateliers sont proposés depuis de mois d'octobre tous les soirs durant 1h30.

Gérard Philipe :

- Ateliers pour cinq enfants de CP deux fois par semaine de 12h30 à 13h15 pour stimuler et enrichir le langage de l'enfant
- Ateliers pour cinq enfants de CE1 une fois par semaine de 12h30 à 13h15 pour une aide à l'apprentissage de la lecture.

Saint Exupéry :

- Atelier pour cinq élèves de CE2/CM1 par une institutrice, à raison de deux fois par semaine de 16h30 à 17h30 l'objectif étant d'améliorer les apprentissages de la lecture et de l'écriture.

COLLEGES

- **Prise en charge des jeunes exclus temporairement** issus des 3 collèges relevant de la géographie prioritaire au regard de la politique de la Ville. Cette action permet un travail individuel avec une animatrice sur le travail scolaire le temps de l'exclusion et un entretien avec la psychologue. Cette prise en charge est suivie d'une réunion de synthèse en présence de la famille, du jeune et de l'équipe éducative.
- **Action de remobilisation des élèves de 6ème et 5ème.** Dans le cadre de cette action, il est proposé un parcours comprenant un accompagnement individuel et collectif d'environ trois mois comprenant différentes activités les mercredis après-midi et une semaine durant les vacances scolaires.

Les objectifs de cette action sont en priorité de favoriser la confiance, l'estime et le dépassement de soi. En 2018, trois sessions ont été organisées :

- Pour le collège Carnot, 7 jeunes ont été orientés cette action s'est déroulée de Novembre à Janvier
- Pour le collège St Hilaire, 7 jeunes ont été orientés l'action s'est déroulée de Février à Avril
- Pour le collège les Jasmins, 7 jeunes ont été orientés l'action s'est déroulée de Février à Avril

• Atelier Santé Ville – Bilan 2018

Du 1er janvier au 31 décembre 2018 : une coordinatrice Atelier Santé Ville (Un temps Plein - titulaire)

Missions ASV : Animer et développer le dispositif Atelier Santé Ville, conformément au Référentiel National des ASV (2012) et aux missions spécifiques prévues dans la convention de financement Politique de la Ville signée avec l'Etat et l'ACSé (Agence Nationale pour la Cohésion Sociale et l'Egalité des chances).

Le dispositif ASV consiste en une dynamique de développement territorial en matière de santé, centrée sur les Quartiers Prioritaires Politique de la Ville (QPV) et qui vise à contribuer à la lutte contre les inégalités de santé.

Son action s'organise autour de deux axes principaux :

- l'animation du réseau d'acteurs locaux en matière médico-sociale et de santé : actions de sensibilisation/formation, mise en liens, ingénierie de projet
- l'accompagnement et mise en œuvre d'actions de prévention ou dispositifs de santé à destination des habitants

Depuis 2015, la démarche a été recentrée sur une action de proximité avec les quartiers prioritaires Politique de la ville, conformément au référentiel National des ASV et aux missions spécifiques prévues dans la convention annuelle de financement.

En 2018, comme chaque année, différentes actions d'animation du réseau d'acteurs locaux en matière de santé et actions de prévention ont été menées sur plus d'une dizaine de thématiques (cancer, santé mentale, obésité, harcèlement, santé/environnement, crise suicidaire...) ou de types de publics (la petite enfance, le grand public, les seniors)

Notons en particulier, les actions majeures suivantes :

- mise en œuvre en 2018 et préparation du renouvellement pour 2019 des projets « la Santé c'est la vie » porté par l'Assurance Maladie (obésité des enfants) et la « **Semaine d'Information sur la Santé Mentale** » (**SISM**) coordonnée par l'ASV
- réalisation en avril d'une première session sur le repérage et la prise en charge de la crise suicidaire
- poursuite de l'accompagnement du projet de Diagnostic Santé Environnement, jusqu'à l'abandon du projet par la Ville en juillet, faute d'avoir pu aboutir à une solution réalisable avec les partenaires (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, Agence Régionale de Santé et Conseil Régional)
- impulsion et accompagnement du pilotage du dispositif d'animation seniors isolés à domicile porté par le CLIC du CCAS
- lancement de la première phase de sensibilisation au dépistage du col de l'utérus : sensibilisation des professionnels de santé et du grand public, préalable à l'organisation de sessions de dépistage spécifiques en 2019
- organisation d'ateliers collectifs de sensibilisation à la santé et aux dépistages avec l'Assurance Maladie et l'association Defie.
- préparation et réalisation d'une première rencontre habitants en novembre 2018 dans le cadre du projet participatif en santé « **santé des jeunes - fleurs de grasse** »

- pilotage en lien avec le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) d'une action de prévention du harcèlement scolaire en Novembre 2018, en direction des établissements et des familles (29 classes touchées)

- le relais de diffusion des informations santé (colloques, formations) et campagnes de prévention aux partenaires du territoire et aux habitants : diffusion directe aux partenaires, articles d'information et de sensibilisation grand public dans le journal municipal (1 article chaque 2 mois ; 9 thématiques abordées)

En 2018, 1400 habitants ont participé directement aux actions de prévention proposées et plus de 80 partenaires différents ont été mobilisés.

Au-delà des actions engagées, la plus value du dispositif ASV repose sur ses capacités :

- d'une part à apporter une expertise et une lecture globale et transversale des questions de santé et de prévention au service des habitants et du territoire

et d'autre part à mobiliser les différents acteurs médico-sociaux sur des projets partagés de santé.

Citons à ce titre, quelques exemples de coopérations engagées avec les partenaires externes :

Service jeunesse/Programme de Réussite Educative/Centre d'Action Médico Sociale Précoce sur les problématiques de bilans spécialisés ; PRE/service jeunesse/Harjès et art thérapeute ; Police nationale/Office Municipal des Retraités pour la prévention aux escroqueries ; Harjès/Defie et Mutualité Française pour ateliers sur les gestes d'urgence pédiatrique ; service de psychiatrie/lycées concernant les questions de santé mentale et de souffrance des jeunes ; Assurance Maladie/acteurs locaux (Defie) pour des sessions de sensibilisation au dépistage des cancers, l'organisation d'ateliers numériques autour de la création des Dossiers Médicaux Partagés, ou encore pour le conventionnement dans le cadre de la Maison de Service Au Public des Fleurs de Grasse...

En interne également, ont pu être mises en place des coopérations réussies, avec différents services du CCAS sur des préoccupations médico-sociales partagées :

- avec le Service Petite enfance dans le cadre des SISM 2018 « santé mentale : parentalité et enfance » et 2019 « santé mentale à l'ère du numérique ». Ces thématiques correspondant à des enjeux forts du service et du Contrat Enfance, les SISM ont été l'opportunité de mobiliser les compétences des équipes pour sensibiliser et toucher de nouveaux publics. Le service Petite enfance s'est fortement impliqué dans ces projets, amenant une créativité nouvelle et proposant des ateliers ludo-pédagogiques pour les familles des tous petits : initiation au langage gestuel des tous petits, au baby yoga, soirée jeu « vis ma vie de parent », espace jeux : « sans écrans c'est encore plus amusant », kit de survie pour parents « débordés ».

- avec le CLIC pour l'élaboration et le pilotage du dispositif d'animation seniors isolés à domicile. Le dispositif se pose en réponse à l'évolution des besoins des seniors, nombre d'entre eux faisant le choix de retarder le plus possible leurs placements en institution par choix de vie ou pour des raisons budgétaires, mais contraints à l'isolement compte tenu de l'éloignement ou de l'éclatement des familles. Il se pose également dans une démarche préventive, au vu des projections démographiques concernant les plus de 75 ans, dans les 10 ans à venir (passage d'un taux de 9.3 % à 10.8 %)

Initié dès 2017, la mise en œuvre effective du dispositif a pu être réalisée en 2018, avec l'embauche de l'animatrice en mai, suite à l'octroi de cofinancements de fonctionnement de la Conférence des Financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées en 2017 et 2018.

Les coordinatrices CLIC et ASV ont assuré conjointement, cette année encore, le pilotage du dispositif et l'accompagnement de l'animatrice ; s'agissant d'une création de service avec l'embauche d'un nouvel agent, la mise en œuvre a nécessité un investissement temps important : ingénierie de projet et accompagnement méthodologique, organisation du recrutement, accompagnement de la prise de poste, création des outils du dispositif et de suivi de l'activité...

La prise en charge des aspects financiers du projet a constitué également une charge très importante pour les deux coordinatrices, avec la recherche de financements, le suivi et la relance des demandes de subvention en instance...

Cette mobilisation doit se poursuivre en 2019 : en effet, le projet d'achat de véhicule adapté aux Personnes à Mobilité Réduite prévu initialement, a été abandonné faute d'avoir obtenu dans les délais comptables nécessaires, les subventions d'investissement suffisantes et en raison des choix internes de privilégier des prestations de locations.

Un travail révision du prévisionnel budgétaire ainsi que des négociations avec les financeurs doivent être entreprises. Il s'agira à la fois de permettre de conserver les financements obtenus antérieurement (14 000 €) en les réaffectant en faveur de dépenses de fonctionnement, mais également, de conforter l'engagement des financeurs dans la durée, et d'assurer ainsi une certaine stabilité du financement du poste d'animateur.

Les premiers 6 mois d'activité témoignent en effet de l'impact et l'intérêt de ce dispositif pour la quarantaine de seniors qui cette année ont pu bénéficier de 62 séances d'animations à domicile et 42 séances individuelles ou collectives hors domicile.

Compte tenu de l'investissement engagé dans ce projet et de son intérêt préventif contre l'isolement des seniors, il serait regrettable de ne pouvoir le pérenniser.

La Gestion Urbaine de Proximité

Dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale, création de 2 GUP -Gestion Urbaine de Proximité. Ces 2 GUP sont situées sur le Quartier Prioritaire du Grand Centre, mais fonctionnent de façon distincte. Il n'existe pas de GUP sur le quartier des Fleurs de Grasse.

1 - La Gestion Urbaine de Proximité du quartier Gare a été créée afin d'améliorer la vie quotidienne des habitants en mettant l'accent sur l'entretien et la tranquillité publique, permet d'identifier les différentes problématiques et de mobiliser les différents partenaires afin de remédier aux dysfonctionnements.

Son animation est portée par le Contrat de Ville et assurée **par l' élu du Quartier** et la Cheffe de Projet.

Point sur les actions de la GUP Gare

- Organisation et animation de 9 rencontres partenariales
- Suivi des dysfonctionnements avec l' élu

2 - La Gestion Urbaine de Proximité du Centre-Ville

Elu Référent : M. Philippe Westrelin, Renouvellement Urbain

1 Directrice Générale Adjointe : Mme Dorothée Pophillat

1 responsable du dispositif : M.Tayeb El Aier

1 assistante administrative : Mme Elisabeth Bardin

1 collaborateur en charge du suivi technique : Mr Hamza Medjani

1 bureau d'information et d'accueil

- **155 fiches réalisées**
- **350 tournées quotidiennes**
- **35 habitantst relais**

REALISATIONS 2018

1. Création d'une Aire de jeux pour enfants en entrée de ville (quartier du Pontet)
2. Création d'un jardinet en entrée de ville
3. Création de la Maison du Projet
4. Co-animation de la phase de concertation NPNRU
5. Projet de redynamisation des cellules commerciales
6. Création des Siestes Parfumées Place aux Herbes

130 participants

9 ateliers

3 000 visites

Visite de la « Maison du Projet » par Monsieur Le Ministre Jacques Mézard

1. **Maintenance Urbaine et Propreté**

- Nettoyage/Entretien/Embellissement/Stationnement abusif et/ou gênant
- Prévention dans le cadre de la préservation du patrimoine privé et public
- Contribution et propositions dans le cadre du projet des places de la Médiathèque (expertise d'usages WC publique, PAV, nettoyage, éclairage, jeux...)

2. **Prévention et tranquillité publique**

- Co-construction d'un plan Anti-Incivilités avec le Cabinet du Maire.
- CLSPD : Participation au groupe de réflexion sur la prise en charge des jeunes.
- Contribution et propositions dans la prise en compte de la prévention situationnelle (places de la Médiathèque, poches de délinquance...).
- Accompagnement des Marches Exploratoires
- Propositions pour l'installation de la vidéo-surveillance sur des lieux stratégiques.
- Réflexions sur la création d'un cheminement piétons pour sécuriser les enfants des écoles Gambetta.

3. **Animation et vie sociale**

- Co-construction du projet d'animation « City Stade Eté 2018 »
- Création de plusieurs événements artistiques ex : « Les Enfants de Bounine », Fête de la Musique, Expo Roses, Jasminade, Carnaval de Venise...
- Co-accompagnement et animation du projet « **Grasse à vos Couleurs** »
- Mise en œuvre de plusieurs événements sur le quartier avec les associations et le service jeunesse (galette des rois, tournoi d'Echecs, Carnaval, Journée de la Femme...)
- Soutien à la vie associative et aux services municipaux (HARJES, D'Une Rive à l'Autre, le collectif des artistes, 100° Théâtre, ASV, Evènementiel...)
- Installation et coordination des « Siestes Parfumées » sur la place aux Herbes avec les Affaires Culturelles.

4. **Prévisions 2019**

- Création du Service de Cohésion Sociale et Urbaine (1^{er} janvier 2019)
- Structuration, animation et développement de la « **Maison du Projet** » (NPNRU 2019-2024)
- Développement des ateliers pour artistes place aux Herbes.
- Mise en œuvre du plan Anti-Incivilités (mars 2019)
- Installation de 20 nouvelles corbeilles et cendriers (juin 2019)
- Co-organisation de la dernière et 4^{ème} phase de concertation NPNRU (juin 2019)
- Création du cheminement piéton du Pontet à la place aux Herbes (novembre 2019)
- Accompagnement du Projet de Conciergerie (ouverture septembre 2019)
- Création d'un Café Chantier autour des travaux PRU (Médiathèque et places, Ilot Nègre, St Marthe...)
- Pérennisation des « **Siestes Parfumées** » sur la Place aux Herbes » (juillet-Août 2019)